vinetur

# L’Arménie envisage de saisir la Cour de l’UEE contre les restrictions russes à l’importation

Gevorg Papoyan annonce qu’Erevan fera appel si la Commission économique eurasiatique ne lève pas les restrictions sur les exportations de brandy, de vin, de produits agricoles et laitiers.

jeudi 19 novembre 2026



L’Arménie n’exclut pas de porter son différend commercial avec la Russie devant la Cour de l’Union économique eurasiatique si l’organe exécutif du bloc ne donne pas raison à Erevan, a déclaré mercredi 18 novembre le ministre de l’Économie Gevorg Papoyan. Le gouvernement cherche à faire annuler les restrictions russes qui touchent un large éventail d’exportations arméniennes.

S’adressant à des journalistes au Parlement, Papoyan a indiqué que l’Arménie pourrait saisir la Cour de l’UEE si la Commission économique eurasiatique, l’organe de régulation de l’Union, ne lui donnait pas raison. Il a toutefois clairement fait comprendre qu’Erevan ne souhaitait pas imposer un débat formel avant d’être convaincu de pouvoir obtenir le soutien à sa position.

Papoyan a déclaré que le gouvernement travaillait à obtenir rapidement une issue favorable. Ses propos laissent entendre que l’Arménie cherche encore à régler le différend par les procédures internes du bloc avant de saisir son organe judiciaire.

Le différend porte sur les restrictions russes à l’importation, instaurées fin avril et étendues à certaines des principales catégories d’exportations arméniennes. Selon des responsables arméniens et de précédentes déclarations publiques de Moscou, les autorités russes ont invoqué des manquements aux règles sanitaires et d’étiquetage pour cibler les produits arméniens. Les mesures concernent l’eau minérale, le brandy, le vin, les fleurs coupées, les fruits, les légumes, le poisson, les produits laitiers et d’autres marchandises.

Pour les producteurs de boissons arméniens, ces pressions sont particulièrement importantes, car la Russie constitue depuis longtemps un marché majeur pour le brandy, le vin et les boissons embouteillées du pays. Toute perturbation prolongée pourrait pénaliser les ventes et mettre en évidence les risques liés à une forte dépendance envers une seule grande destination d’exportation, alors que les tensions politiques affectent les échanges.

La Commission économique eurasiatique devait initialement examiner la plainte de l’Arménie le 3 novembre. La séance a été reportée d’une semaine à la demande d’Erevan. Une autre réunion, prévue le 10 novembre, n’a pas non plus eu lieu, et le ministère arménien de l’Économie n’a pas expliqué publiquement ce nouveau report.

Les propos de Papoyan s’inscrivent dans un contexte de tensions politiques plus larges entre l’Arménie et la Russie, nourries en partie par le resserrement des liens entre Erevan et l’Union européenne. En mars 2025, le Parlement arménien a adopté une loi lançant le processus d’adhésion du pays à l’UE, ravivant les interrogations sur la manière dont l’Arménie entend concilier ses ambitions européennes avec son appartenance à l’UEE, dirigée par Moscou.

Des responsables russes, dont le président Vladimir Poutine, ont affirmé à plusieurs reprises qu’une adhésion à l’UE était incompatible avec le maintien dans l’UEE, qui compte également la Biélorussie, le Kazakhstan et le Kirghizistan. Moscou a appelé l’Arménie à laisser les électeurs choisir entre les deux blocs par référendum.

Papoyan a rejeté l’idée que l’Arménie cherche à remplacer un marché par un autre. Il a déclaré que son objectif, en tant que ministre de l’Économie, était d’accroître les exportations arméniennes aussi bien vers l’UE que vers l’UEE. Il a également indiqué que les exportations arméniennes vers l’UE avaient fortement augmenté en 2026, tandis que les expéditions de certaines marchandises vers l’UEE avaient diminué.

L’Union européenne a récemment accordé à l’Arménie un accès temporaire en franchise de droits de douane pour la plupart de ses exportations, y compris les produits agricoles, une mesure susceptible d’atténuer une partie des pertes causées par les restrictions russes. Il serait toutefois difficile, à court terme, de remplacer la demande russe pour les secteurs qui ont développé leurs marques, leur logistique et leurs réseaux de distribution autour de ce marché, notamment les boissons alcoolisées et d’autres biens de consommation.

Papoyan s’est dit optimiste quant à la possibilité pour l’Arménie d’accroître ses exportations dans plusieurs directions en 2027 et de retrouver les volumes d’échanges antérieurs avec le bloc dirigé par la Russie. Ses propos montrent qu’Erevan espère encore gérer le différend sans rupture plus large au sein de l’UEE.

Le ministre a également répondu aux questions sur l’annulation d’un déplacement de travail à Moscou, prévu les 18 et 19 novembre. Mardi 17 novembre, le bureau du Premier ministre Nikol Pachinian a publié sur le portail gouvernemental e-gov.am une décision officielle envoyant Papoyan dans la capitale russe pour des consultations de

l’UEE sur la politique commerciale et les priorités industrielles. Le décret prévoyait qu’il rende compte de sa mission dans les trois jours suivant son retour à Erevan.

Papoyan a déclaré être resté en Arménie parce que les consultations ministérielles prévues avaient perdu leur raison d’être après le désistement de deux de ses homologues à la dernière minute. Les ministres de l’Économie de l’UEE devaient discuter des droits de douane et des règles commerciales, mais l’Arménie a ensuite décidé de ne pas participer au niveau ministériel. Un vice-ministre s’y est rendu à sa place, a-t-il précisé.

Le différend commercial s’est également déroulé sur fond de mises en garde russes concernant l’énergie. Des responsables russes ont déclaré que si l’Arménie poursuivait son rapprochement avec l’UE, elle pourrait perdre ses conditions énergétiques préférentielles et être contrainte d’acheter le gaz naturel russe aux prix du marché, plutôt qu’au tarif réduit dont elle bénéficie actuellement. Cela ajoute une nouvelle pression à une relation déjà tendue par des désaccords sur la sécurité, la politique régionale et l’orientation économique.

Pour l’heure, l’Arménie semble chercher à éviter un affrontement institutionnel direct tout en préservant toutes les options possibles. Les propos de Papoyan montrent qu’Erevan continue de privilégier une solution négociée ou administrative au sein de l’UEE, mais est prête à aller plus loin si les restrictions russes visant les produits arméniens sont maintenues.